



la CGT Impôts Trésor Corse du Sud

Ajaccio, le 26 février 2009

La température monte, nos revendications aussi !

LA FRANCE DANS LA « CRISE »

« Sommet social » du 18 février, entre 2 interventions radiotélévisées du chef de l'Etat, où en est-on aujourd'hui, entre micro-mesures sociales, crise du capitalisme et cadeaux au patronat ?

Lors de son intervention de jeudi 12 février, Nicolas Sarkozy a déclaré que, "pour l'instant, à la minute où je vous parle, l'argent prêté aux banques n'a pas coûté un centime d'euro aux Français". Pourtant, avec les critères de Maastricht, qui imposent une limite à la dette publique, il faudra faire le ménage dans les budgets, notamment de santé et d'éducation, pour laisser la place au paiement de la dette. En prévision des dettes souscrites pour "aider" les banques, dès aujourd'hui il ne remplacera donc pas les fonctionnaires sur le départ, continuera aujourd'hui à remettre en cause les services publics, accentuera aujourd'hui le coulage financier des communes et continuera à liquider le système de protection sociale de ce pays, arraché par la grève générale de 10 millions de travailleurs en 1945.

Dans son allocution de mercredi 18 février, Nicolas Sarkozy, qui s'est enfin aperçu « qu'il y avait des grèves en France », malgré cela, persiste et signe : pas d'augmentation du SMIC, continuer à faire baisser le coût du travail. Il compte poursuivre les contre-réformes engagées privatisant les universités, régionalisant la fonction publique d'Etat en l'étranglant au passage pour externaliser-privatiser un maximum de fonctions remplies jusque là par des fonctionnaires sous statut. Il prévoit de fermer les hôpitaux par centaines en France, comme c'est le cas des tribunaux, et la liste n'est pas exhaustive!!!

Mais ne croyons pas que la France seule soit touchée par ce retour sur plusieurs décennies d'acquis et de progrès sociaux arrachés par les luttes de nos aînés. Il en va de même dans chaque pays d'Europe où les assemblées, qui n'ont plus de nationales que le nom, **sont sommées d'appliquer toutes les directives et décrets élaborés à Bruxelles.**

Nous accusons donc l'Union européenne, ses traités, ses institutions et ses directives de n'avoir qu'un but : déréglementer, privatiser les services publics, liquider la protection sociale, l'enseignement public, et organiser une concurrence sans foi ni loi entre les travailleurs pour écraser toujours plus le "coût du travail". C'est pourquoi le combat pour défendre l'intérêt des travailleurs ne doit ni être limité par un pseudo intérêt général, ni abandonné pour tenir compte des intérêts patronaux, ni trahi pour sauver des institutions européennes antidémocratiques et dangereuses pour la population.

Le 29 janvier, **dans tous les départements de France**, les revendications qui ont fait descendre 2,5 millions de personnes du public et du privé, actifs, retraités et chômeurs dans la rue, sont : l'arrêt des suppressions d'emploi et des plans de licenciement, l'arrêt des restructurations et le retrait du projet de loi de mobilité pour les fonctionnaires, la revalorisation du SMIC et du point d'indice, la défense de notre sécurité sociale. En un mot un besoin de justice plus que jamais menacée lorsque le mot « crise » est mis en exergue pour justifier de dangereux abandons.

LA SITUATION EN CORSE

Pouvoir d'achat en baisse et vie chère partout !

Mais en Corse les revenus, pour une grande majorité de la population, sont plus bas qu'ailleurs et la vie plus chère.

Sans vouloir entrer dans une compétition de la misère entre régions, et ainsi que les travaux en cours du CESSC (Conseil Economique Social et Culturel de Corse) le mettent en lumière, chiffres de l'INSEE à l'appui, nous connaissons les plus forts taux de minima sociaux après les DOM-TOM.

Sur 300 000 habitants, plus de 25 000 vivent sous le seuil de précarité (moins de 660 € par mois) ; les pourcentages de Rmistes et de bénéficiaires de la CMU sont supérieurs à ceux du continent, le pourcentage de bénéficiaires de l'Allocation supplémentaire minimum vieillesse est de 22,7% (5,2% sur le continent).

Jeunes, vieux, galère pour tous ! D'un côté le plus fort taux de chômage des moins de 25 ans et l'émergence d'étudiants en-dessous du seuil de pauvreté, de l'autre, **ce sont 25% des retraités en Corse qui n'ont que le minimum vieillesse (630 € par mois) pour vivre (5% au plan national).**

Les salaires versés aux salariés sont en moyenne plus bas qu'ailleurs : 15% de moins que la moyenne nationale (y-c DOM-TOM) selon les chiffres de l'INSEE pour 2006. L'aide apportée aux entreprises par exonération de cotisations sociales (82 millions d'euros d'exonération de cotisations sociales en Corse pour les entreprises) ne porte que sur les bas salaires et constitue ainsi une incitation pour les entreprises à ne proposer que ce type d'emploi.

En résumé, les revenus des plus modestes sont 7,5 fois inférieurs à ceux des personnes les plus aisées. Pour la France continentale, ce coefficient est de 5,5. Ce qui fait de la Corse la région la plus inégalitaire de France.

Les prix sont trop élevés, malgré des taux de TVA largement inférieurs à ceux pratiqués sur le continent. L'essence également avec un taux de TVA de 5,5 % (contre 19,6 % sur le continent) est pourtant en moyenne 20 centimes plus chère que sur le continent.

Selon une enquête récente, Ajaccio était désignée comme ville la plus chère de France !

De plus, l'indemnité compensatrice pour frais de transport, qu'ont arrachée les grèves générales de 1989 et 1995, n'a pas été revalorisée depuis 2003 pour les fonctionnaires et agents publics en activité.

Insulaires nous sommes, alors nous ne pouvons que comprendre les luttes en cours aux Antilles. Plus d'un mois en Guadeloupe, depuis le 5 février en Martinique et le 9 février en Guyane, à partir du 5 mars à La Réunion. La lutte doit être collective et d'envergure pour obtenir une amélioration de nos conditions de vie et de travail.

C'est pourquoi les syndicats SNT-CGT et SNADGI-CGT de Corse du Sud appellent l'ensemble des agents à se mettre en grève le 19 mars et à participer massivement aux manifestations pour exiger :

- le retrait de tous les plans dits de sauvetage et l'utilisation de ces fonds publics pour les besoins de la population et non pour alimenter la spéculation et rémunérer les actionnaires ;
- la nationalisation des banques et des secteurs clés de l'économie sans indemnités ni rachat ;
- l'interdiction des licenciements ;
- l'augmentation générale des salaires et du point d'indice dans la fonction publique ;
- l'arrêt des suppressions d'emplois dans la fonction publique et l'ouverture de postes aux concours en nombre suffisant pour satisfaire les besoins de la population ;
- le retrait des contre-réformes destructrices que sont : le plan Bachelot sur l'hôpital, la loi Dati sur les tribunaux, le plan Péresse sur l'Université, le projet de loi dit de mobilité des fonctionnaires, la RGPP, la régionalisation de la fonction publique d'Etat, le bouclier fiscal, et toutes les fusions en cours des services de l'Etat qui n'ont pour seul but que la diminution du nombre de fonctionnaires et l'étranglement des services publics pour préparer leurs privatisations ;

Pour la Corse :

- le blocage des prix et une baisse de 20% sur une liste de produits de première nécessité;
- le doublement de la prime d'insularité (prime de transport) et son extension à toute la population, y compris les salariés du privé, les retraités et les chômeurs;
- l'obtention d'une prime de vie chère

Par notre mobilisation le 29 janvier, nous avons obligé Nicolas Sarkozy à recevoir les organisations syndicales, à les écouter. Le 19 mars, obligeons-le à nous entendre!